



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, LE SAMEDI, 13 FÉVRIER 1943

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, FEBRUARY 13TH, 1943

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
2713—1-53

Lettres patentes

"Debbage & Hewitson Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt janvier 1943, constituant en corporation: Walter Balfour Debbage, John Hewitson, tous deux ajusteurs d'assurances, et mademoiselle Irène Mary Hyde Clarke, commis, fille majeure, tous de la cité de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer les affaires d'ajusteurs d'assurances, dispacheurs, estimateurs, inspecteurs, enquêteurs, courtiers et agents dans toutes leurs différentes spécialités, sujet au consentement préalable du Surintendant des assurances de la province de Québec;

Agir comme ajusteurs d'assurances, estimateurs et arbitres, sous le nom de "Debbage & Hewitson Inc.", avec un capital total de neuf mille dollars (\$9,000), divisé en quatre-vingt-dix (90) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera dans la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt janvier 1943.

P. FRENETTE,

3055 Assistant-procureur général suppléant.

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
2713—1-53

Letters Patent

"Debbage & Hewitson Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of January, 1943, incorporating: Walter Balfour Debbage, John Hewitson, both insurance adjusters, and Miss Irene Mary Hyde Clarke, clerk, spinster of full age, all of the City of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of insurance adjusters, average adjusters, appraisers, inspectors, investigators, brokers and agents in all their various branches subject to the previous consent of the Superintendent of Insurance of the Province of Quebec;

To act as appraisers, valuers and arbitrators, under the name of "Debbage & Hewitson Inc.", with a total capital stock of nine thousand dollars (\$9,000.00), divided into ninety (90) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of January, 1943.

P. FRENETTE,

3055-0 Acting Deputy Attorney General.

**"J. Albert Tremblay Ltée"
"J. Albert Tremblay Ltd."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deuxième jour de janvier 1943, constituant en corporation: J.-Albert Tremblay, machiniste, Dollard Dansereau, avocat, tous deux de la cité de Montréal, et Edgar Nault, électricien, de la cité de Longueuil, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités le commerce de manufacturier, de marchand de réfrigérateurs, appareils de chauffage, fournaies, meubles et ameublements de maison, de magasin, de bureau, portes et châssis, volets, bardeaux et autres articles dans la fabrication desquels le bois ou/et le métal est la matière brute, et généralement exercer le commerce de marchands généraux, manufacturiers, importateurs et exportateurs d'articles, d'effets et marchandises des sortes et descriptions précitées;

Réparer, refaire, construire des réfrigérateurs, appareils de chauffage, appareils de ventilation ou de climatisation de l'air, appareils de cinéma, fournaies, meubles et ameublements de maison, de magasin, de bureau, portes et châssis, volets, bardeaux,

Exercer le commerce d'entrepreneur, sous-entrepreneur, marchand, importateur, exportateur pour l'installation, la construction, la fabrication, la réparation d'appareils électriques, et de tous articles dans lesquels l'électricité est utilisée;

Exercer le commerce d'entrepreneur-machiniste, pour la construction, la réparation, l'entretien, l'installation, la fabrication de bouilloires, de machines en métal ou en bois;

Exploiter des entrepôts frigorifiques, faire le commerce de la glace naturelle ou artificielle;

Exploiter et faire le commerce de l'huile, de l'essence, du charbon et de toute matière servant à produire de la chaleur ou de la force motrice, sous le nom de "J. Albert Tremblay Ltée" — "J. Albert Tremblay Ltd.", avec un capital total de dix-neuf mille neuf cents dollars (\$19,900.00), divisé en cent quatre-vingt-dix-neuf (199) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-deuxième jour de janvier 1943.

P. FRENETTE,

3056-o Assistant-procureur général suppléant.

**"J. Albert Tremblay Ltée"
"J. Albert Tremblay Ltd."**

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of January, 1943, incorporating: J. Albert Tremblay, machinist, Dollard Dansereau, advocate, both of the city of Montreal, and Edgar Nault, electrician, of the city of Longueuil, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on in all its lines the business of manufacturers of and dealers in refrigerators, heating systems, furnaces, furniture and furnishings for houses, stores, offices, doors and sashes, shutters, shingles and other articles in the manufacture of which wood and/or metal is the raw material, and to carry on in general the business of general merchants, manufacturers, importers and exporters of goods, wares and merchandise of the aforesaid kinds and descriptions;

To repair, remake, build refrigerators, heating systems, ventilation or air-conditioning systems, moving picture apparatus, furnaces, furniture and furnishings for houses, stores, offices, doors and sashes, shutters, shingles;

To carry on the business of contractor, sub-contractor, merchant, importer, exporter for the installation, construction, manufacture, repair of electric apparatus, and of any articles in which electricity is used;

To carry on the business of machinist-contractor, for the construction, repair, maintenance, installation, manufacture of boilers, metal or wooden machines;

To operate cold-storage warehouses, deal in natural or artificial ice;

To carry on the business of and deal in oil, gasoline, coal and any matter used to generate heat or motor power, under the name of "J. Albert Tremblay Ltée" — "J. Albert Tremblay Ltd.", with a total capital stock of nineteen thousand nine hundred dollars (\$19,900), divided into one hundred and ninety-nine (199) shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney-General, this twenty-second day of January, 1943.

P. FRENETTE,

3056 Acting Deputy Attorney General.

"Keating Forging and Foundry Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt janvier 1943, constituant en corporation: J. Nestor Hamel, Walker Leavitt Covert, tous deux comptables, et Symone Rousseau, fille majeure, secrétaire, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer et faire le commerce du fer, de l'acier, du bronze et de tous les autres métaux, à partir du minéral jusqu'aux produits ouvrés d'iceux; couler, fondre, forger et laminier le fer, l'acier, le bronze et autres métaux de toutes sortes et descriptions; manufacturer et faire le commerce d'articles de quincaillerie, et de marchandises dans la fabrication desquelles entrent ou peuvent entrer le fer, l'acier, le bronze ou tout métal, et, à

"Keating Forging and Foundry Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of January, 1943, incorporating: J. Nestor Hamel, Walker Leavitt Covert, both accountants, and Symone Rousseau, spinster, secretary, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture and deal in iron, steel, brass and all other metals from the ore to the finished products thereof; to cast, smelt, forge and roll iron, steel and brass and all other metals of all kinds and descriptions, and to manufacture and deal in hardware goods, and merchandise in which iron, steel, brass or any metal is or may be used and for that purpose, to erect and operate blast furnaces, forges, converters and all other

cette fin, fabriquer et exploiter des hauts fourneaux, des forges, des convertisseurs et tous autres appareils nécessaires ou appropriés à l'exercice convenable du commerce susdit;

Manufacturer, importer et exporter, acheter, vendre et faire le commerce d'articles de quincaillerie, machines-outils, instruments, quincaillerie de toute sorte, locomotive, machines fixes et autres machines, wagons de chemin de fer, automobiles, matériel d'automobiles, pièces ou accessoires, moteurs, appareils électriques, compresseurs d'air et de vapeur, outillage de mines et de pompes, outils, bouilloires et, en général, outils, machinerie et articles de toute sorte et description, entièrement ou partiellement composés de ou fabriqués en fer, en acier, en métal, en bois ou autres métaux ou combinaison de matériaux;

Faire le commerce de fondeurs de fonte, de bronze et d'autres métaux; de forgerons, mécaniciens, fabricants d'outils, métallurgistes ou ouvriers serruriers, électriciens, ajusteurs, constructeurs de moulins, charpentiers, constructeurs, fabricants de caisses d'emballage, et autres branches de détail de commerce se rattachant ordinairement ou convenablement à aucun des commerces susdits, soit dans la préparation ou le finissage d'articles à vendre ou dans des buts auxiliaires, tant pour les fins des affaires susdites que celles du gain comme commerces indépendants, sous le nom de "Keating Forging and Foundry Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions d'une valeur au pair de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal, Province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le vingt janvier 1943.

P. FRENETTE,

3057 Assistant-procureur général suppléant.

appliances necessary or convenient for the due carrying on of the said business;

To manufacture, import and export, buy, sell and deal in hardware goods, machine tools, implements, hardware of all kinds, locomotive, stationary and other engines, railway cars, automobiles, automobile equipment, parts or supplies, motors, electrical apparatus, air and steam compressors, mining and pumping machinery and tools, boilers and generally every kind and description of tools, machinery and articles composed or manufactured in whole or in part of iron, steel, metal, wood or other materials or combinations of materials;

To carry on the business of iron, brass and other metal founders, smiths, machinists, tool makers, metallurgists or metal workers, electricians, fitters, millwrights, woodworkers, builders, packing box makers and all other detail branches of business usually or conveniently connected with any such business aforesaid, either for preparing or finishing articles for sale or for auxiliary purposes as well for the purposes of the business aforesaid as for the purpose of profit as independent businesses; under the name of "Keating Forging and Foundry Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of January, 1943.

P. FRENETTE,

3057-o Acting Deputy Attorney General.

"L'Association Sportive de Beauport"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinzième jour de janvier 1943, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Baptiste Dionne, avocat, G.C.M., J.-Alphonse Grenier, gérant, Gabriel Mercier, avocat, et Rév. Alphonse Gagnon, ptre-curé, tous de la ville de Beauport, Province de Québec, dans les buts suivants:

Organiser, favoriser, promouvoir et répandre la pratique des sports de tous genres, dans la paroisse de Beauport;

Y organiser des terrains de jeux, pour la pratique desdits sports et en surveiller les exécutions, sous le nom de "L'Association Sportive de Beauport".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de cent mille dollars (\$100,000.00).

Le bureau principal de la corporation sera dans la ville de Beauport, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce quinzième jour de janvier 1943.

P. FRENETTE,

3058-o Assistant-procureur général suppléant.

"L'Association Sportive de Beauport"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of January, 1943, to incorporate as a corporation without share capital: Jean-Baptiste Dionne, advocate, C.M.C., J. Alphonse Grenier, manager, Gabriel Mercier, advocate, and Rev. Alphonse Gagnon, parish-priest, all of the Town of Beauport, Province of Quebec, for the following purposes:

To organize, favour, promote and spread the practice of sports of every kind, in the Parish of Beauport;

To organize playgrounds therein for the practice of said sports and to superintend the carrying on of the same, under the name of "L'Association Sportive de Beauport".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is one hundred thousand dollars (\$100,000.).

The head office of the corporation will be in the Town of Beauport, District of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of January, 1943.

P. FRENETTE,

3058 Acting Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

"Mayor Import Corp."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, à la compagnie "Mayor Import Corp.", des lettres patentes supplémentaires en date du vingt et un janvier 1943, ratifiant son règlement numéro 23, réduisant son capital de vingt mille dollars (\$20,000) à cinq mille dollars (\$5,000), par l'annulation de cent cinquante (150) actions ordinaires d'une valeur au pair de cent dollars (\$100) chacune.

Daté du bureau du procureur général, le vingt et un janvier 1943.

P. FRENETTE,

3059 Assistant-procureur général suppléant.

"Mayor Import Corp."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-first day of January, 1943, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Mayor Import Corp.", ratifying its By-Law No. 23, reducing its capital from twenty thousand dollars (\$20,000.00) to five thousand dollars (\$5,000.00), by cancelling one hundred and fifty (150) common shares of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of January, 1943.

P. FRENETTE,

3059-o Acting Deputy Attorney General.

"R. Pinel Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-troisième jour de janvier 1943, changeant le nom de la compagnie "Lauzon & Pinel, Ltée", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-sixième jour de mai 1941, sous le nom de "Lauzon & Pinel, Ltée", en celui de: "R. Pinel Limitée".

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-troisième jour de janvier 1943.

P. FRENETTE,

3060-o Assistant-procureur général suppléant.

"R. Pinel Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of January, 1943, changing the name of the company "Lauzon & Pinel, Ltée", incorporated by letters patent bearing date the twenty-sixth day of May, 1941, under the name of "Lauzon & Pinel, Ltée", to that of "R. Pinel Limitée".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of January, 1943.

P. FRENETTE,

3060 Acting Deputy Attorney General.

Lettres patentes par Proclamation

Letters Patent by Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,—SALUT.

LETTRES PATENTES

ATTENDU que le chapitre 246 des Statuts refondus de Québec, 1941, permet au Lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation de l'hon. Ministre des mines et l'hon. Ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, de constituer en corporation municipale de village minier, par lettres patentes, tout territoire où est établi un village minier constitué sous l'autorité des articles 37 et 38 du chapitre 196 des Statuts refondus de Québec 1941, et d'y adjoindre tout territoire adjacent qu'il juge nécessaire pour la bonne administration de ce village et de ce territoire;

ATTENDU qu'un village minier connu sous le nom de "Bousquet" a été établi sous l'autorité des articles 37 et 38 du chapitre 196, S.R.Q. 1941, par l'arrêté en conseil N° 3146 approuvé par le Lieutenant-gouverneur le 20 novembre 1942;

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.—GREETINGS.

LETTERS PATENT

WHEREAS, pursuant to chapter 246 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, the Lieutenant-Governor in Council may upon the recommendation of the Honourable the Minister of Mines and the Honourable the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, constitute as a mining village municipal corporation, by letters patent, any territory wherein a mining village is established under the authority of sections 37 and 38 of The Quebec Mining Act, chapter 196 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, and to annex thereto any adjacent territory which he may deem necessary for the proper administration of such village and of such territory;

WHEREAS a mining village known under the name of "Bousquet" has been established under the authority of sections 37 and 38 of chapter 196, R.S.Q., 1941, by Order in Council No. 3146 approved by the Lieutenant-Governor November 20th, 1942;

ATTENDU qu'il est opportun de constituer en municipalité de village minier le territoire compris dans la description officielle donnée sous la signature du sous-ministre des terres et forêts, en date du 12 décembre 1942, et comprenant ledit village minier de Bousquet et une étendue de terrain adjacente nécessaire à la bonne administration du nouveau village;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif exprimé dans un décret en date du 13 janvier 1943 et conformément aux dispositions du chapitre 246, S.R.Q. 1941, (Loi concernant l'organisation municipale des villages miniers), Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Un territoire situé en partie dans le canton de Bousquet et en partie dans le canton de LaPause, dans le comté d'Abitibi, comprenant dans le canton de Bousquet les blocs, 16, 17, 18 et une partie non divisée dudit canton; dans le canton de LaPause les lots du numéro 14 au numéro 32 inclusivement du premier rang et une partie du lac Chassignolle, et dont les limites sont: à l'est une ligne à être établie dans la direction nord astronomique, en partant d'un poteau de la ligne médiane du canton de Bousquet situé 1 mille à l'est de la ligne centrale dudit canton, et son prolongement dans le lac Chassignolle jusqu'au prolongement de la ligne séparative des 1er et 2ième rangs du canton de LaPause; à l'ouest une ligne à être établie dans la direction nord astronomique, en partant d'un poteau de la ligne médiane du canton de Bousquet situé 3 milles à l'ouest de la ligne centrale dudit canton et la ligne séparative des lots numéros 13 et 14 du 1er rang du canton de LaPause raccordées par un tronçon de la ligne séparative des cantons de Bousquet et de LaPause; au nord cette partie de la ligne séparative des 1er et 2ième rangs du canton de LaPause et de son prolongement dans le lac Chassignolle et au sud cette partie de la ligne médiane du canton de Bousquet respectivement comprises entre les limites est et ouest ci-dessus décrites; lequel territoire, ensemble avec les chemins, emprise de chemins de fer, rivières, lacs, cours d'eau ou partie d'iceux compris dans les limites ci-dessus décrites, sera érigé en municipalité de village minier sous le nom de "municipalité du village minier de Bousquet", telle érection devant avoir effet à compter de la date de la publication desdites lettres patentes dans la *Gazette officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec:

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce troisième jour de février en l'année mil neuf cent quarante-trois de l'ère chrétienne et de Notre Règne la septième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la Province,
3069—o JEAN BRUCHESI. 3069

WHEREAS it is expedient to constitute as a mining village municipality the territory comprised in the official description given under the signature of the Deputy-Minister of Lands and Forests, bearing date December 12th, 1942, and comprising the said mining village of "Bousquet" and an adjacent tract of land required for the proper administration of the new village;

THEREFORE, with the consent and advice of Our executive council, expressed in an Order, dated January 13th, 1943, and pursuant to the provisions of chapter 246, R.S.Q. 1941, (An Act respecting the Municipal Organization of Mining Villages), We do hereby declare that the following territory, to wit:

A territory situate partly in the Township Bousquet and partly in the Township LaPause, in the County of Abitibi, comprising, in the Township Bousquet, Blocks 16, 17, 18 and an undivided part of the said Township; in the Township LaPause lots from No. 14 to No. 32 inclusively of the First Range and a part of Lake Chassignolle, and whereof the limits are: on the East a line to be established in a direction North astronomically, starting at a post on the median line of the Township Bousquet situate 1 mile East of the central line of the said township, and its prolongation into Lake Chassignolle as far as the prolongation of the division line of the 1st and 2nd Ranges of the Township LaPause; on the West a line to be established North astronomically, starting at a post on the median line of the Township Bousquet situate 3 miles West of the central line of the said township and the division line of lots Nos. 13 and 14 of the 1st Range of the Township LaPause joined by a portion of the division line of the Townships Bousquet and LaPause; on the North that part of the division line of the 1st and 2nd Ranges of the Township LaPause and of its prolongation into Lake Chassignolle and on the South that part of the median line of the Township Bousquet respectively comprised between the East and West limits above described; the said territory, together with the roads, railway rights of way, rivers, lakes, watercourses or parts thereof comprised within the above-described limits, to be erected into a mining village municipality under the name of the "Municipality of the Mining Village of Bousquet", such erection to take effect on and from the date of the publication of the said letters patent in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others, whom these present may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this third day of February, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-three and the Seventh year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Demandes à la législature

Applications to Legislature

Avis public est, par les présentes, donné que Dame May Fair Wilson, épouse séparée de biens de Stancliffe Wallace Watson, et Dame Ethel Maud Wilson, épouse séparée de biens de Herbert D. Kingstone, toutes deux de la cité de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi spéciale autorisant et dirigeant les exécuteurs et fiduciaires de la succession de feu leur mère, Dame Margaret Orr, veuve de feu James Wilson, en son vivant de ladite cité de Montréal, à leur faire, de temps en temps, des paiements ou remises d'après leurs parts respectives du capital du résidu de ladite succession.

Montréal, le 16 janvier 1943.

Les procureurs des requérantes,
MACDOUGALL, MACFARLANE, SCOTT & HUGESSEN.
 2923-4-4

AVIS

Avis est par les présentes donné que la municipalité de Village de Saint-Jérôme, s'adressera à la Législature de Québec, lors de sa présente session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale aux fins suivantes: "imposer et prélever une taxe spéciale dite "taxe de vente", dans les limites de la municipalité de Village de Saint-Jérôme, et de la Municipalité de Paroisse de Saint-Jérôme; et autres fins.

Saint-Jérôme, ce 25 janvier, 1943.

Le procureur de la Requête,
J.-EDGAR TREMBLAY, avocat,
 2981-5-4-0 St-Joseph d'Alma.

Avis public est par les présentes donné que l'Union Économique d'Habitations, corporation légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session pour l'adoption d'un bill confirmant et ratifiant un acte de vente par la Cité de Montréal à l'Union Économique d'Habitations, passé devant Me Jean Beaudoin, notaire, le 13 mai 1942, enregistré sous le numéro 525353, concernant certains lots de terre situés dans les quartiers Mercier et Rosemont, dans la Cité de Montréal, en vue d'écarter la prohibition d'aliéner résultant des lois 1 Geo. V, (1ère session), ch. 52, art. 5, et 3 Geo. V, ch. 58, art. 11, à l'égard desdits lots.

Montréal, le 23 janvier 1943.

Les procureurs de la requérante,
PAGER, ARCHAMBAULT, LESPÉRANCE & DANSEREAU.
 2954-4-4-0

Avis public est, par les présentes, donné que Armand Ethier, Paul Perron, Armand Bélair, Jean Filion, René Pagé et René Drolet, tous cultivateurs, domiciliés dans la paroisse St-Maurice de Bois-Filion, dans le comté de Terrebonne, s'adresseront à la législature de la Province de Québec pour lui demander de passer une loi aux fins d'ériger en municipalité scolaire sous le nom de "Municipalité scolaire de la paroisse St-Maurice de Bois-Filion" la circonscription territoriale comprenant les lots suivants:

- 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307,

Public notice is hereby given that Dame May Fair Wilson, wife separate as to property of Stancliffe Wallace Watson, and Dame Ethel Maud Wilson, wife separate as to property of Herbert D. Kingstone, both of the City of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of a Special Act authorizing and directing the Executor and Trustee of the Estate of their late mother, Dame Margaret Orr, widow of the late James Wilson, in his lifetime of the said City of Montreal, to make payments or deliveries to them from time to time on account of their respective shares of the capital of the residue of the said Estate.

Montreal, January 16th, 1943.

MACDOUGALL, MACFARLANE, SCOTT & HUGESSEN,
 Solicitors for Applicants.
 2923-4-4-0

NOTICE

Notice is hereby given that the Municipality of the Village of Saint-Jérôme, will apply to the Legislature of Quebec, at its present session, for the passing of a Special Act, for the following purposes: "to levy and raise a special tax, called "Sales Tax" within the limits of the Municipality of the Village of Saint-Jérôme, and the Municipality of the Parish of Saint Jérôme; and for other purposes.

Saint-Jérôme, January 25th, 1943.

J.-EDGAR TREMBLAY, advocate,
 St. Joseph d'Alma,
 2981-5-4 Attorney for the Petitioner.

Public notice is hereby given that "L'Union Économique d'Habitations", a body politic and corporate having its principal place of business in the City and District of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of a bill confirming and ratifying a deed of sale by the City of Montreal to "L'Union Économique d'Habitations" passed before Me Jean Beaudoin, notary, on May 13th, 1942, registered under number 525353, respecting certain lots of land situate in Mercier and Rosemont wards, in the City of Montreal, in order to set aside the prohibition to alienate which results as to the said lots from 1 Geo. V, (1st session) ch. 52, art. 5, and 3 Geo. V, ch. 58, art. 11.

Montreal, January 23rd, 1943.

PAGER, ARCHAMBAULT, LESPÉRANCE & DANSEREAU,
 Attorneys for the Petitioner.
 2954-4-4-0

Public notice is hereby given that Armand Ethier, Paul Perron, Armand Bélair, Jean Filion, René Pagé et René Drolet, all of them farmers residing in the parish St. Maurice de Bois-Filion, in the County of Terrebonne, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an act for the purpose of erecting into a school municipality under the name of "School Municipality of the parish St. Maurice de Bois-Filion" the territorial circonscription including the following lots No:

- 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307,

308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428 et 429 du cadastre officiel de la Municipalité scolaire de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, dans le comté de Terrebonne, et aussi les lots numéros 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81 et 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495 et 496 du cadastre officiel de la Municipalité scolaire de la paroisse de Terrebonne, dans le comté de Terrebonne, et pour autres fins.

St-Maurice de Bois-Filion, le 9 février 1943.

Le procureur des pétitionnaires,
3075-7-4-o LUCIEN BOURBONNAIS.

St. Maurice de Bois-Filion, February the 9th,
1943.

LUCIEN BOURBONNAIS,
Attorney for Petitioner.

Action en séparation de biens

Cour Supérieure, District de Rimouski, N° 8297. Dame Eva Lavoie, épouse commune en biens d'Alphée Gagnon, chauffeur de taxi, de la ville de Rimouski, a intenté une action en séparation de biens contre son époux, le 10 février, 1943.

Le procureur de la demanderesse,
3081-o R. E. ASSELIN.

Action for separation as to property

Superior Court, District of Rimouski, No. 8297. Dame Eva Lavoie, wife common as to property of Alphée Gagnon, taxi-chauffeur, of the town of Rimouski, has instituted an action in separation as to property against her husband, on February 10th, 1943.

R. E. ASSELIN,
Attorney for the plaintiff.

Avis divers

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "C. A. Dunham Company, Limited" autorisée à faire affaires dans la province de Québec a, par nouvelle procuration, nommé M. Francis

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that "C. A. Dunham Company, Limited", authorized to carry on business in the Province of Quebec, has, by new power of attorney, appointed Mr. Francis Aylmer Ham-

Aylmer Hamlet de l'édifice Dominion Square, Montréal, dans la province de Québec, son principal agent dans ladite Province, et que le siège social de la corporation est établi à l'édifice Dominion Square, Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce 3 février 1943.

3064 Le sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

TOPP WEAR GARMENT MANUFACTURING CO. LIMITED

Règlement 23

(diminuant le nombre des directeurs de quatre à trois)

"Les affaires de la compagnie seront gérées par un conseil d'administration de trois directeurs, chacun desquels, au temps de son élection et pendant son terme d'office, sera un actionnaire de la compagnie pour le montant d'au moins une action et ne devra avoir aucun arrérage relativement à tout appel sur icelle."

Copie conforme certifiée.

Le président,
B. ETINGER,
Le secrétaire-trésorier,
I. GOLDSTEIN.

3061

Province de Québec

CORPORATION DE LA VILLE DE BLACK LAKE

Tirage d'obligations

Les obligations suivantes, émises sous l'autorité du règlement N° 97, ont été tirées au sort:

Dénominations de \$100.00: Nos 18-32-35-69-94-97-100-122-125-146.

Dénominations de \$500.00: Nos 103-110-185-197.

Dénominations de \$1,000.00: Nos 44-46.

Les dites obligations sont remboursables le 1er avril 1943, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

3071-o Le secrétaire-trésorier,
J.-O. LAPLANTE.

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat National Catholique de la Métallurgie", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le huit février 1943.

Le siège social du syndicat sera à Québec, dans le district de Québec, province de Québec.

3074-o Le sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

let of Dominion Square Building, Montreal, in the Province of Quebec, chief agent in said Province, and that the principal office of the Corporation is established at Dominion Square Building, Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of February, 1943.

3064-o JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

TOPP WEAR GARMENT MANUFACTURING CO. LIMITED

By-Law 23

(reducing the number of Directors from four to three)

"The affairs of the Company shall be managed by a Board of three directors, each of whom at the time of his election, and throughout the terms of his office shall be a shareholder in the Company, to the amount of at least one share and not in arrears in respect of any call thereon."

Certified true copy.

B. ETINGER,
President.
I. GOLDSTEIN,
Secretary-Treasurer.

3061-o

Province of Quebec.

CORPORATION OF THE TOWN OF BLACK LAKE

Drawing of Bonds

The following bonds, issued under the authority of By-law No. 97, were drawn by lots:

Denominations of \$100.00: Nos. 18-32-35-69-94-97-100-122-125-146.

Denominations of \$500.00: Nos. 103-110-185-197.

Denominations of \$1,000.00: Nos. 44-66.

The said bonds shall be redeemable the 1st of April, 1943, date on which they shall cease to bear interest.

3071 J. O. LAPLANTE,
Secretary-Treasurer.

The formation of an association under the name of "Syndicat National Catholique de la Métallurgie" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Secretary of the Province on the eight of February, 1943.

The head office of the association will be at Quebec, in the District of Quebec, Province of Quebec.

3074 JEAN BRUCHESI,
Under secretary of the Province.

Bills, Assemblée législative

Bills, Legislative Assembly

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Relating to private bills to be introduced during the coming session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 2 février 1943 et présentés avant le 16 mars 1943, les pétitions

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the 2nd February, 1943, and introduced before the 16th March,

introductives de bills privés devront être présentées avant le 5 mars 1943 et reçues avant le 10 mars 1943 et les rapports des comités élus chargés de l'expédition des bills privés devront être reçus avant le 30 mars 1943.

Québec, le 12 février 1943.

3088-7-2-o

Le Greffier,
ANTOINE LEMIEUX.

1943, petitions for the introduction of private bills must be presented before the 5th March, 1943, and received before the 10th March, 1943, and the reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the 30th March, 1943.

Quebec, 12th February, 1943.

3088-7-2-o

ANTOINE LEMIEUX,
Clerk.

Compagnie dissoute

LA COMPAGNIE DE CONSTRUCTION LAFONTAINE

Avis est par les présentes donné qu'à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie, tenue à Montréal, à son bureau principal, le 27 janvier 1943, à 8.30 heures p.m., une résolution a été passée à l'unanimité à l'effet que la compagnie soit dissoute et ses affaires liquidées volontairement en vertu de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social (S.R.Q., 1941, chapitre 278.)

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, le cinq février 1943.

Le sous-secrétaire de la Province,
3062-o JEAN BRUCHESI.

Company Dissolved

LA COMPAGNIE DE CONSTRUCTION LAFONTAINE

Notice is hereby given that, at a special general meeting of the shareholders of the company, held at Montreal, at its head office, on January 27th, 1943, at 8.30 P.M., a resolution was unanimously passed enacting that the company be dissolved and its business voluntarily liquidated, pursuant to the Act respecting the Voluntary Winding-up of Joint Stock Companies (R.S.Q. 1941, chapter 278).

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth of February, 1943.

JEAN BRUCHESI,
3062 Under Secretary of the Province.

Département de l'Agriculture

AVIS PUBLIC

Concernant la formation d'un cercle agricole dans le comté de Matane.

Avis est, par les présentes, donné que le ministre de l'Agriculture autorise la formation d'un cercle agricole dans le comté de Matane, sous le nom de "Cercle agricole de la paroisse de St-Ulric de la Rivière-Blanche", lequel est présentement constitué en corporation, conformément à la Loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118).

Québec, ce 5 février, 1943.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,
3070-o ADRIEN MORIN.

AVIS PUBLIC

Concernant la formation d'un cercle agricole dans le comté de Frontenac.

Avis est, par les présentes, donné que le ministre de l'Agriculture autorise la formation d'un cercle agricole dans le comté de Frontenac, sous le nom de "Cercle agricole de la paroisse de St-Antoine-Daniel", lequel est présentement constitué en corporation, conformément à la Loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118).

Québec, ce 10 février 1943.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,
3080-o ADRIEN MORIN.

Department of Agriculture

PUBLIC NOTICE

Concerning the formation of a Farmers' Club in the County of Matane.

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture authorizes the formation of a Farmers' Club in the County of Matane, under the name of "Cercle agricole de la paroisse de St-Ulric de la Rivière-Blanche", which is presently incorporated, pursuant to the Farmers' Clubs Act (R.S.Q., 1941, chap. 118).

Quebec, this 5th of February, 1943.

ADRIEN MORIN,
3070 Acting Deputy Minister of Agriculture.

PUBLIC NOTICE

Respecting the formation of a Farmers' Club, in the County of Frontenac.

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture authorizes the formation of a Farmers' Club in the County of Frontenac, under the name of "Cercle agricole de la paroisse de St-Antoine-Daniel", which is hereby incorporated, pursuant to the Farmers' Clubs Act (R.S.Q. 1941, chap. 118).

Quebec, February 10th, 1943.

ADRIEN MORIN,
3080 Deputy Minister of Agriculture.

Département de l'Instruction publique

N° 45-43

Québec, le 25 janvier 1943.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de Etchemin village dans

Department of Education

No. 45-43

Quebec, January 25th, 1943.

Application is made to change the name of the School Municipality of Etchemin Village in the

le comté de Lévis, en celui de: "La Municipalité scolaire de St-Romuald d'Etchemin".
3020-6-2-o

County of Lévis, to that of: "The School Municipality of St-Romuald d'Etchemin".
3020-6-2

ERRATUM

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE BEAUCE

Dans l'avis de vente pour taxes de cette municipalité publié dans la *Gazette officielle de Québec*, des 16 et 30 janvier 1943, aux pages 116 et 287, en la municipalité de St-Côme de Kénébec, lire: Fernand Roy, Linière rang I d'Aubin de Lisle N° 72 au lieu de 69. Archille Thibodeau, E. Roberge & L. Fortin, lire: P.25A, P.25B & 25C, canton Jersey, Kénébec road range, du côté sud-est du lot, près les lots 25D, 25E, 25F. Municipalité du village Ste-Marie, lire Onésiphore Lessard N° 561A au lieu de 561H.

3063-o

ERRATUM

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF BEAUCE

In the Notice of Sale for Taxes of said Municipality, published in the *Quebec Official Gazette*, of January 16th. and 30th, 1943, on pages 116 and 287, in the Municipality of St. Côme de Kénébec, read: Fernand Roy, Linière Range I of Aubin de Lisle No. 72, instead of 69. Archille Thibodeau, E. Roberge & L. Fortin, read: Pt.25A, Pt. 25B & 25C, Township of Jersey, Kénébec Road Range, on the Southeast side of the lot, near lots 25D, 25E, 25F. Municipality of the Village of Ste. Marie, read: Onésiphore Lessard No. 561A instead of 561H.

3063

Minutes de notaires

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil par monsieur Georges Côté, notaire, demeurant et pratiquant à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu J.-Oscar Lévesque, en son vivant notaire de Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Québec, ce 19 janvier 1943.

Le sous-secrétaire de la Province,
2934-4-5-o JEAN BRUCHESI.

Notarial Minutes

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant Governor in Council by Mr. Georges Côté, notary, residing and practising at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of the late J. Oscar Lévesque, in his lifetime notary of Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

Quebec, January 19th, 1943.

JEAN BRUCHESI,
2934-4-5 Under Secretary of the Province.

Proclamation

Canada,
Province of Québec.
[L.S.] EUG. Fiset

GEORGE VI, par la Grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

À nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la Province de Québec, SALUT.

PROCLAMATION

AT TENDU que la législature de la Province de Québec se trouve convoquée en vue de l'expédition des affaires pour le seize février 1943, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du Conseil exécutif de ladite Province, jugé à propos de la proroger jusqu'au vingt-trois février 1943;

À CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir le seize février 1943; vous convoquons par les présentes pour le vingt-trois février 1943 et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la

Proclamation

Canada,
Province of Québec.
[L.S.] EUG. Fiset,

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec. —GREETING.

PROCLAMATION

WHEREAS the Legislature of the Province of Quebec stands convened for the dispatch of business for the sixteenth of February, 1943, but that, for various considerations, We have, with the advice of the Executive Council of the Province, thought fit to prorogue it to the twenty-third of February, 1943;

THEREFORE, We now inform you that you are dispensed from meeting on the sixteenth of February, 1943, and hereby convene you for the twenty-third of February, 1943, and accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the city of

cité de Québec, pour y expédier les affaires de la Province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI NOUS AVONS fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la Province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, chevalier, commandeur de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce douzième jour de février l'an de grâce mil neuf cent quarante-trois, et de Notre règne le septième.

Par ordre,

Le secrétaire de la chancellerie à Québec,
ANTOINE LEMIEUX.

3089-7-2-o

Vente—Loi de faillite

Canada, Province de Québec, District de Québec, Cour Supérieure "En matière de faillite".

VENTE A L'ENCAN

Dans l'affaire de Louis-Philippe Dubé, Denise Dubé, Québec, débiteurs.

Avis est par le présent donné que LUNDI, le HUITIÈME jour de MARS 1943, à DEUX heures de l'après-midi, sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale de St-Thomas de Montmagny, P.Q., l'immeuble autrefois occupé par feu Alfred Dubé et décrit comme suit:

Un terrain mesurant environ soixante-dix perches en superficie, borné nord à la rivière du Sud, nord-est à Omer Gaudreau à une sortie, sud à Omer Gaudreau, sud-ouest à François Casault, avec les bâtisses dessus construites et dépendances, avec aussi tous les droits que possédait feu Alfred Dubé à un chemin de sortie sur la terre dudit Omer Gaudreau, faisant partie du lot numéro quatre cent un du cadastre de la paroisse de Saint-Thomas, pour communiquer du terrain ci-dessus décrit au chemin public, lequel terrain est désigné comme étant le lot numéro quatre cent deux et partie du lot quatre cent un du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Thomas, en la première concession au sud de la rivière du Sud.

A charge par l'acquéreur de payer les réparations d'église.

Cet immeuble sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur.

La vente de cet immeuble est faite conformément aux articles sept cent seize et sept cent dix-sept du Code de Procédure Civiles et aussi à l'article quarante-cinq de la Loi de Faillite; cette vente équivaut à la vente au shérif.

Les titres et certificat peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés.

Conditions de paiement: Argent comptant.
Québec, Qué., le 26 janvier 1943.

Les syndics,
LEFAIVRE, MARMETTE & LEFAIVRE.
Bureaux: 111, côte de la Montagne,
Québec. 2982-5-2-o

Quebec, for the despatch of the business of the Province, and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and well beloved the Honourable Sir Eugène-Marie Joseph Fiset, Knight, Commander of Our most distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of the said Province.

Given at Our Government House, in Quebec, this twelfth day of February, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and forty-three, and in the seventh year of Our Reign.

By Command:

ANTOINE LEMIEUX,
Clerk of the Crown in Chancery at Quebec.

3089-7-2-o

Sale—Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, District of Quebec, Superior Court "Sitting in Bankruptcy".

AUCTION SALE

In the matter of Louis Philippe Dubé, Denise Dubé, Québec, Debtors.

Notice is hereby given that on MONDAY, the EIGHTH of MARCH, 1943, at TWO o'clock in the afternoon, there shall be sold by public auction, at the parochial church door of St-Thomas de Montmagny, P.Q., the immovable heretofore occupied by the late Alfred Dubé and described as follows:

A lot of land measuring about seventy perches in area, bounded on the North by the "Rivière du Sud", North-East by Omer Gaudreau at an exit, South by Omer Gaudreau, South-West by François Casault—with the buildings thereon erected and dependencies, together with the rights owned by the late Alfred Dubé to an exit road on the land of the said Omer Gaudreau, forming part of lot number four hundred and one of the cadastre for the parish of Saint Thomas, to communicate with from lot of land above described to the public road, the said lot of land is designated as being lot number four hundred and two and part of lot four hundred and one of the official cadastre of the parish of Saint-Thomas, in the First Concession South of the "Rivière du Sud".

Subject to payment, by the purchaser, of the church apportionments.

The said immovable shall be sold to the highest and last bidder.

The sale of the said immovable shall be made pursuant to articles seven hundred and sixteen and seven hundred and seventeen of the Code of Civil Procedure and also to article forty-five of the Bankruptcy Act; the said sale to have the effect of a Sheriff's sale.

The titles and certificate may be seen at any time at the office of the undersigned Trustees.

Conditions of payment: Cash.
Québec, Que., this 26th of January, 1943.

LEFAIVRE, MARMETTE & LEFAIVRE,
Trustees.
Offices: 111 Mountain Hill,
Québec. 2982-5-2

Ventes pour taxes municipales

Sales for Municipal Taxes

Province de Québec, District de Chicoutimi

Province of Quebec—District of Chicoutimi

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE ST-ALEXIS DE LA GRANDE-BAIE

MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF ST-ALEXIS DE LA GRANDE-BAIE

Avis public est, par les présentes donné, que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du vingt-sept janvier 1943, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207) de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la corporation du village de St-Alexis de la Grande-Baie, avec intérêt et frais, et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle du conseil, à l'hôtel de ville de St-Alexis-de-la-Grande-Baie, le HUIT MARS 1943, à ONZE heures de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels tous les versements échus des taxes municipales consolidées et toutes les taxes municipales non consolidées devenues exigibles avant le 1er décembre 1942 auront été payés avant le moment de la vente.

1. Succession Vve Émile Tremblay.—Les lots numéros 93-87, 93-88, 93-91 et 93-92.

2. Ovide Lavallée.—Le lot numéro 94-195.

3. Ludger Lavigne.—Le lot numéro 93-65.

4. Herménégilde Simard.—Une terre comprenant les lots numéros 90-1, 90-2, 90-3, 90-4, 90-5, 90-6, 90-7, 90-8, 90-9, 90-10, 90-11, 90-12, 90-13, 90-14, 90-16, 90-17, 90-18, 90-19, 90-20, 90-21, 90-22, 90-23, 90-24, 90-25 et 90-26.

Tous les lots ou parties de lots ci-dessus mentionnés sont connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Alexis-de-la-Grande-Baie.

5. Herménégilde Simard.—Un emplacement formant partie du lot numéro 106 borné à l'ouest à la rue St-André; au nord, à la Baie des Ha ! Ha !, au sud et à l'est, par le résidu dudit lot numéro 106. Ce terrain mesure 39 pieds de largeur au sud et un peu plus, au nord. La ligne sud, qui mesure 39 pieds comme susdit, est parallèle à la rue Victoria et en est éloignée de 134½ pieds. La ligne est dudit emplacement part de l'extrémité est de la ligne sud, avec laquelle elle fait un angle obtus et se dirige vers le nord parfaitement directe jusqu'à la baie des Ha ! Ha !, en s'éloignant obliquement de la rue St-André. La pointe de ladite ligne est située à 56½ pieds du point de départ de ladite ligne est et est éloignée de 43½ pieds de la rue St-André, tel que ledit emplacement est actuellement.

6. Thomas Bergeron.—Un terrain formant partie des lots numéros 44, 45 et 47, mesurant 75 pieds de front sur 80 pieds de profondeur, borné en front, par une ligne parallèle au chemin public et passant à 152 pieds au sud-est dudit chemin public, du côté nord-est par le terrain de Méridé Gagnon ou représentants, à la profondeur et du côté sud-ouest par le résidu desdits lots appartenant à Mme Vve François Bergeron ou représentants.

7. Freddy Morin.—Un terrain situé sur le côté ouest de la rue Ste-Anne, faisant partie du lot numéro 160 borné en front, vers l'est, au chemin public; en arrière, vers l'ouest, au terrain de François Bergeron; d'un côté, au nord, au terrain de Georges Claveau; de l'autre côté, au sud, au terrain appartenant à Gustave Dufour ou représentants.

8. Antoine Tremblay.—La moitié indivisé d'un terrain faisant partie du lot numéro 83, mesurant en front 70 pieds de largeur, plus ou moins, sur la rue Victoria, sur 100 pieds de profondeur, plus ou moins, borné en front, vers le nord, à la rue Victoria; en arrière, vers le sud, au terrain appartenant à Joseph Tremblay ou représentants; d'un côté, vers l'ouest, à la rue St-Pascal, et de l'autre côté par le terrain appartenant à Philippe Simard.

Tous les lots ou parties de lots ci-haut mentionnés, par les numéros d'ordre 5 à 8 inclusivement, sont connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du village de Grande-Baie, paroisse de St-Alexis.

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an Order dated the twenty-seventh of January, 1943, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of article 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q., 1941, chapter 207) to sell the immovables hereinafter designated in payment of arrears of taxes due the Corporation of the Village of St-Alexis de la Grande-Baie, with interest and costs, and that consequently the said immovables will be sold by public auction in the Council Room of the Town Hall of St-Alexis-de-la-Grande-Baie, on the EIGHTH of MARCH, 1943, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

However, there shall be excluded from the sale, the immovables whereon all payments due for consolidated municipal taxes and all non-consolidated municipal taxes falling due before the 1st of December, 1942, shall have been paid before the sale.

1. Estate Wid. Émile Tremblay.—Lots Nos 93-87, 93-88, 93-91 and 93-92.

2. Ovide Lavallée.—Lot No. 94-195.

3. Ludger Lavigne.—Lot No. 93-65.

4. Herménégilde Simard.—A farm composed of lots Nos. 90-1, 90-2, 90-3, 90-4, 90-5, 90-6, 90-7, 90-8, 90-9, 90-10, 90-11, 90-12, 90-13, 90-14, 90-16, 90-17, 90-18, 90-19, 90-20, 90-21, 90-22, 90-23, 90-24, 90-25 and 90-26.

All the lots or parts of lots above mentioned are known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the Parish of St-Alexis-de-la-Grande-Baie.

5. Herménégilde Simard.—An emplacement forming part of lot No. 106, bounded on the West by St-André street; on the North, by Ha ! Ha ! Bay, on the South and East, by the residue of said lot No. 106. The said lot of land measures 39 feet in width at the South and a little less at the North. The South line, which measures 39 feet as aforesaid, is parallel to Victoria street and distant therefrom 134½ feet. The East line of the said emplacement starts at the Eastern extremity of the South line, with which it forms an obtuse angle and runs Northward perfectly direct as far as Ha ! Ha ! Bay, running obliquely away from St-André street. The point of the said line is situated at 56½ feet from the starting point of the said East line and is distant 43½ feet from St-André street, as the said emplacement presently subsists.

6. Thomas Bergeron.—A lot of land forming part of lots Nos. 44, 45 and 47, measuring 75 feet in front by 80 feet in depth, bounded in front by a line parallel to the public road and passing at 152 feet South-East of the said public road, on the North-East side by the land of Méridé Gagnon or representatives, at the depth and on the South-West side by the residue of said lots belonging to Mme Wid. François Bergeron or representatives.

7. Freddy Morin.—A lot of land situate on the West side of Ste-Anne street, forming part of lot No. 160, bounded in front, on the East, by the public road; in rear, on the West, by the land of François Bergeron; on one side, to the North, by the land of Georges Claveau; on the other side, to the South, by the land belonging to Gustave Dufour or representatives.

8. Antoine Tremblay.—The undivided half of the lot of land forming part of lot No. 83, measuring, in front, 70 feet in width, more or less, on Victoria street, by 100 feet in depth, more or less, bounded in front, on the North, by Victoria street; in rear, on the South, by the land of Joseph Tremblay or representatives; on one side, to the West, by St-Pascal street, and on the other side by the land belonging to Philippe Simard.

All the above-mentioned lots or parts of lots, by numerical order 5 to 8 inclusively, being known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference for the Village of Grande-Baie, Parish of St-Alexis.

Tous ces immeubles seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y en a.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à St-Alexis-de-la-Grande-Baie, le 30 janvier 1943.

Le secrétaire-trésorier,
FRANÇOIS BERGERON.

3067-7-2-o

Province de Québec, District de Chicoutimi

MUNICIPALITÉ DE GRANDE-BAIE

Avis public est par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 27 janvier 1943, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207) de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la municipalité de Grande-Baie, avec intérêt et frais, et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle du conseil de Grande-Baie, dans le village de St-Alexis-de-la-Grande-Baie, le HUIT MARS 1943, à DIX HEURES ET TRENTE de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes municipales devenues exigibles avant le 1er décembre 1942 auront été payées avant le moment de la vente.

1. Armand Desgagnés.—Le lot numéro 216.
2. Georges Desgagnés.—Les lots numéros 455 et 456.
3. Herménégilde Grenon.—Le lot numéro 355.
4. Charles Michaud.—Les lots numéros 280 et 281.

Tous ces lots sont connus et désignés au cadastre de la paroisse de St-Alexis-de-la-Grande-Baie.

Tous ces immeubles seront vendus avec bâtisses dessus construites, s'il y en a, circonstances et dépendances. Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Grande-Baie, le 30 janvier 1943.

Le secrétaire-trésorier,
FRANÇOIS BERGERON.

3065-7-2-o

All said immovables will be sold with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, if any.

The adjudication price of each of said immovables will be payable immediately.

The sale shall be made, moreover, subject to right of redemption and other provisions of the Quebec Municipal Act.

Given at St-Alexis-de-la-Grande-Baie, January 30th, 1943.

FRANÇOIS BERGERON,
Secretary-Treasurer.

3067-7-2

Province of Quebec, District of Chicoutimi

MUNICIPALITY OF GRANDE-BAIE

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an Order dated January 27th, 1943, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of article 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, chapter 207) to sell the immovables herein-after designated in payment of arrears of taxes due to the Municipality of Grande-Baie, with interest and costs, and that consequently, the said immovables shall be sold by public auction in the Council Hall of Grande-Baie, in the Village of St. Alexis-de-la-Grande-Baie, on the EIGHTH of MARCH, 1943, at TEN THIRTY o'clock in the forenoon.

However, there shall be excluded from the sale, those immovables upon which municipal taxes having become exigible before December 1st, 1942, shall have been paid, before the time of the sale.

1. Armand Desgagnés.—Lot number 216.
2. Georges Desgagnés.—Lots numbers 455 and 456.
3. Herménégilde Grenon.—Lot number 355.
4. Charles Michaud.—Lots numbers 280 and 281.

All said lots being known and designated on the cadastre for the Parish of St-Alexis-de-la-Grande-Baie.

All said immovables will be sold with buildings thereon erected, if any, circumstances and dependencies.

The adjudication price of each of said immovables will be payable immediately.

The sale shall be made, moreover, subject to right of redemption and other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Grande-Baie, January 30th, 1943.

FRANÇOIS BERGERON,
Secretary Treasurer.

3065-7-2

VENTES PAR LES SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

HULL

Cour Supérieure.—District de Beauce

N° 1033 } ERNEST CLICHE, médecin,
 } du village de East Broughton,

en le district de Beauce, demandeur; vs TÉLESPHORE MORIN, ci-devant du même lieu et actuellement de la cité de Montréal, défendeur.

Tout cette propriété connue et désignée comme partie du lot N° 247 du cadastre pour le quartier numéro un de la cité de Hull, et plus particulièrement connue suivant un plan spécial fait par S. E. Farley, arpenteur, pour subdiviser le parc Feely comme la subdivision non officielle numéro soixante-dix-huit (78) du dit lot deux cent quarante-sept (247) et bornée comme suit:

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

HULL

Superior Court.—District of Beauce

No. 1033 } ERNEST CLICHE, doctor, of
 } the Village of East-Broughton,

in the district of Beauce, plaintiff; vs TÉLESPHORE MORIN, heretofore of the same place and presently of the City of Montreal, defendant.

All that property known and designated as part of lot No. 247 of the cadastre for Ward number one of the City of Hull, and more amply described on a special plan made by S. E. Farley, Surveyor, to subdivide Feely Park as unofficial subdivision number seventy-eight (78) of said lot two hundred and forty-seven (247) and bounded as follows: on the South by Farley

vers le sud par la rue Farley, à l'ouest par la rue Feely, au nord par la subdivision numéro soixante-dix-neuf (79) à l'est par la subdivision soixante-dix-sept (77) faisant partie du même lot, et contenant trente-trois pieds de front (33) sur la rue Farley, par quatre-vingt-dix pieds de profondeur (90) plus ou moins, avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendue à mon bureau, au Palais de Justice, en la cité de Hull, le VINGT-QUATRE FÉVRIER prochain à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif,
Hull, ce 20 janvier, 1943.
[Première publication, 23 janvier 1943]

Le shérif,
I. ST-PIERRE.
2955-4-2-o

street, on the West by Feely street, on the North by subdivision number seventy-nine (79) on the East by subdivision seventy-seven (77) forming part of the same lot, and measuring thirty-three feet in front (33) on Farley street, by ninety feet in depth (90) more or less—with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the Court House in the City of Hull, on the TWENTY-FOURTH of February next, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
Hull, this 20th of January, 1943.
[First publication, January 23rd, 1943]

I. ST-PIERRE,
Sheriff.

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

C. S.—District de Montréal

Montréal, à savoir: } OSCAR DUGAS, de-
N° 197961 } mandeur; vs DAVID
PAQUETTE, défendeur.

Un emplacement appartenant au défendeur ayant front sur le chemin public, Boulevard Gouin Est, en la Municipalité de la Paroisse de la Rivière des Prairies, d'une superficie d'environ six mille trois cent soixante et quinze pieds, étant le numéro 55, au plan et livre de renvoi officiel de la Paroisse de la Rivière des Prairies, avec la maison et autres bâtisses y érigées, portant le numéro civique 11564 du Boulevard Gouin Est, avec toutes les servitudes y attachées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-CINQ FÉVRIER prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$120, sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement daté le 13 janvier 1943.

Bureau du Shérif,
Montréal, 19 janvier 1943.
[Première publication, 23 janvier 1943]

Le shérif,
L.-P. CAISSE.
2935-4-2-o

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

S. C.—District of Montreal

Montreal, to wit: } OSCAR DUGAS, plain-
No. 197961 } tiff; vs DAVID PA-
QUETTE, defendant.

An emplacement belonging to the defendant fronting on the public road, Gouin Boulevard East, in the Municipality of the Parish of Rivière des Prairies, of an area of about six thousand three hundred and seventy-five feet, being No. 55, on the official plan and in the book of reference for the Parish of Rivière des Prairies—with the house and other buildings thereon erected, bearing civic No. 11564 Gouin Boulevard East, with all the servitudes attached thereto.

To be sold, at my office, in the City of Montreal, on the TWENTY-FIFTH of FEBRUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$120. shall be exacted from each and every bidder, pursuant to judgment dated the 13th of January, 1943.

Sheriff's Office,
Montreal, January 19th, 1943.
[First publication, January 23rd, 1943]

L. P. CAISSE,
Sheriff.

Fieri Facias de Bonis et de Terris

C. S.—District de Montréal

Montréal, à savoir: } EUGENE PETIT, de-
212720 } mandeur; vs CHAR-
LES MONTESTRUC, défendeur.

"Un emplacement composé de quatre lots de terre ayant front sur la rue St-Charles, dans le quartier Ahuntsic de la cité de Montréal, connus et désignés comme étant les numéros cinq cent quatre-vingt-un, cinq cent quatre-vingt-deux, cinq cent quatre-vingt-trois et cinq cent quatre-vingt-quatre de la subdivision du lot originaire numéro deux cent vingt-huit (Nos. 228-581, 582, 583 et 584) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault au Récollet, mesurant chacun des dits lots cinq cent quatre-vingt-un, cinq cent quatre-vingt-deux, et cinq cent quatre-vingt-trois (Nos. 228-581, 582 et 583) vingt-cinq pieds de largeur par une profondeur de cent pieds (25' x 100') ou une superficie totale de deux mille cinq cents pieds (2500') pour chacun d'eux, et le dit lot numéro cinq cent quatre-vingt-quatre (N° 228-584) trente-deux pieds et cinq pouces de largeur dans une ligne et trente-cinq pieds de largeur dans une autre ligne par une profondeur de cent pieds ou une superficie totale de trois mille trois cent soixante-quinze pieds (3375') à distraire toutefois du lot N° 228-584 une lisière de sept pieds par toute la profondeur du dit lot vendue par le dit M. Charles Montestruc à M. Joseph Quintin dit Dubois, suivant acte de vente enregistré au bureau d'enregistrement des Comtés d'Hochelaga et de Jac-

Fieri Facias de Bonis et de Terris

S. C.—District of Montreal

Montreal, to wit: } EUGENE PETIT, plain-
212720 } tiff; vs CHARLES
MONTESTRUC, defendant.

An emplacement composed of four lots of land fronting on St. Charles street, in Ahuntsic Ward of the City of Montreal, known and designated as being numbers five hundred and eighty-one, five hundred and eighty-two, five hundred and eighty-three and five hundred and eighty-four of the subdivision of original lot number two hundred and twenty-eight (Nos. 228-581, 582, 583 and 584) of the official plan and in the book of reference for the Parish of Sault au Récollet, measuring, each of the said lots five hundred and eighty-one, five hundred and eighty-two and five hundred and eighty-three (Nos. 228-581, 582 and 583) twenty-five feet in width by a depth of one hundred feet (25' x 100') or a total area of two thousand five hundred feet (2500') for each of them, and said lot number five hundred and eighty-four (No. 228-584) thirty-two feet and five inches in width in one line and thirty-five feet in width in another line by a depth of one hundred feet or a total area of three thousand three hundred and seventy-five feet (3375') to be deducted, however, from lot No. 228-584 a strip of seven feet by the whole depth of the said lot sold by the said Mr. Charles Montestruc to Mr. Joseph Quintin dit Dubois, according to deed of sale registered at the Registry Office for the Counties

ques Cartier, sous le N° 322036; avec droit de vue, de chassis ou ouvertures et droit de passage sur une lisière de terrain de quatorze pieds de largeur par toute la profondeur des dits lots, cette lisière étant composée de sept pieds de largeur à être pris à même l'extrême partie nord-ouest du dit lot N° 228-584 et les autres sept pieds à être pris à même l'extrême partie sud-est du lot voisin portant le N° 228-707 des mêmes plan et livre de renvoi officiels; toutes ces mesures sont mesure anglaise et plus ou moins, avec une maison en bois, à deux étages contenant un logement et portant le numéro civique 10392 de la dite rue St-Charles et dépendances y érigés.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-CINQ FÉVRIER prochain à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$270 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable juge Surveyer, daté le 15 janvier 1943.

Bureau du shérif, Montréal, 20 janvier 1943. [Première publication, le 23 janvier 1943]

Le shérif,
L. P. CAISSE.
2944-4-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris

C. S.—District of Montréal.

Montréal, à savoir: } MONTREAL TRUST
214896 } COMPANY, es-qual.,
demanderesse; vs DAME ETHEL CARRIE
WILLIAMS, veuve de feu Robert Leslie Her-
ring, défenderesse.

Un lot de terrain situé au Plateau Westmount, en la cité de Montréal, ayant front sur l'avenue Addington (autrefois Hampton) et connu et désigné comme étant le lot de subdivision numéro cent soixante-huit de la subdivision officielle d'une partie du lot cent soixante-dix-neuf (179-168) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, ledit lot comprenant vingt-cinq pieds en largeur par quatre-vingt-quinze pieds en profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

Avec la maison lambrissée en briques dessus érigée divisée en deux logements portant les numéros civiques 281 et 283 (présentement 2241 et 2243) de l'avenue Addington et avec le droit de passage en commun avec d'autres en tout temps dans les ruelles attachées aux dits lots sans le droit de les obstruer.

Comme ladite propriété se trouve présentement, avec tous ses droits, membres et appartenances, sans exception ou réserve d'aucune sorte.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-CINQ FÉVRIER à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Montréal, le 19 janvier 1943. [Première publication, le 23 janvier 1943]

Le shérif,
L.-P. CAISSE.
2936-4-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME JULIE LE-
215157 } GAULT, veuve de
Valérie Daoust, demanderesse; vs LES HÉRI-
TIERS DE F. D. GILL, défendeurs.

"Un lot de terre situé en la Ville de Pointe-Claire, connu et désigné sous le numéro cinquante-trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro quarante et un (41-53) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Joachim de la Pointe-Claire, contenant dans la ligne sud-est quatre-vingt-treize pieds; dans la ligne nord-ouest, quatre-vingt-quinze pieds, dans les lignes

of Hochelaga and Jacques Cartier, under No. 322036; with right of view, windows and openings and right of way on a strip of land of fourteen feet in width by the whole depth of said lots, the said strip being composed of seven feet in width to be taken from the extreme North-West part of said lot No. 228-584 and the other seven feet to be taken from the extreme South-East part of the adjoining lot bearing No. 228-707 of the same official plan and book of reference; all these measurements are English measure and more or less—with a two-story wooden house containing one dwelling and bearing civic No. 10392 of said St. Charles street and dependancies thereon erected.

To be sold, at my office, in the City of Montréal, on the TWENTY-FIFTH of FEBRUARY next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of \$270. shall be exacted from each and every bidder, pursuant to judgment of the Honourable Justice Surveyer, dated the 15th of January, 1943.

Sheriff's Office, Montreal, January 20, 1943. [First publication, January 23rd, 1943]

L. P. CAISSE,
Sheriff.
2944-4-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris

S. C.—District of Montréal.

Montreal, to wit: } MONTREAL TRUST
214896 } COMPANY es-qual.,
plaintiff; vs DAME ETHEL CARRIE WIL-
LIAMS, widow of the late Robert Leslie Her-
ring, defendant.

"A lot of land situate at Westmount Plateau, in the City of Montreal, fronting on Addington (formerly Hampton) Avenue, and known and designated as subdivision lot number one hundred and sixty-eight of the Official subdivision of part of lot one hundred and seventy-nine (179-168) on the Official Plan and Book of Reference of the Parish of Montreal, containing said lot twenty-five feet in width by ninety-five feet in depth, English measure and more or less.

With the brick encased house divided into two dwellings bearing civic numbers 281 and 283 (now 2241 and 2243) in Addington Avenue thereon erected and with the right of passage in common with others at all times in the lanes attached to said lots without right to encumber the same.

As the said property now subsists, with all its rights, members and appurtenances without exception or reserve of any kind."

To be sold, at my office, in the city of Montréal, on the TWENTY-FIFTH day of FEBRUARY at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Montreal, January 19th, 1943. [First publication, January 23rd, 1943]

L. P. CAISSE,
Sheriff.
2936-4-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court.—District of Montréal.

Montreal, to wit: } DAME JULIE LEGAULT,
215157 } widow of Valérie Daoust,
plaintiff; vs THE HEIRS OF F. D. GILL, de-
fendants.

"A lot of land situate in the Town of Pointe-Claire, known and designated under number fifty-three of the official subdivision of the original lot number forty-one (41-53) on the official plan and in the book of reference for the Parish of Saint-Joachim de la Pointe-Claire, measuring, in the Southeast line, ninety-three feet; in the North-west line, ninety-five feet; in the Southwest and

sud-ouest et nord-est, cent vingt-trois pieds et ayant une superficie totale de onze mille cinq cent soixante-deux pieds, mesure anglaise, plus ou moins.

Avec maison et autres bâtisses construites sur ce lot, avec encore droit de passage dans le lot numéro cinquante et un de la subdivision dudit lot numéro quarante et un des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Joachim de la Pointe-Claire."

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUIT MARS prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Montréal, 9 février 1943.
Le shérif, L.-P. CAISSE.
3076-7-2-0
[Première publication, 13 février 1943]

QUÉBEC

Fieri Facias

Cour du Recorder

Québec, à savoir: } **LA CITÉ DE QUÉBEC;**
No 3967/31 } **contre BLANCHE LE-**
FEBVRE, de notre cité de Québec, dans notre district de Québec, veuve de Michel Fiset, actuellement de Lac Mégantic, district judiciaire de St-François, à savoir:

Le lot N° 1059 (mille cinquante-neuf) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue St-Vallier, borné vers le nord par la rue St-Vallier, vers le sud par les Nos 1076 et 1075, vers l'est par le N° 1058 et vers l'ouest par le N° 1060, mesurant 44 pieds et 4 pouces sur la rue St-Vallier, 43 pieds et 8 pouces sur la ligne qui le divise des Nos 1076 et 1075, 68 pieds sur la ligne qui le divise du N° 1058 et 67 pieds et 7 pouces sur la ligne qui le divise du N° 1060, contenant en superficie 3097 pieds, mesure anglaise, égal à 2726 pieds français, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le DIX-NEUVIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Québec, ce 10 février 1943.
Le shérif, L. LAPIERRE.
3077-7-2-0
[Première publication, 13 février 1943]
[Deuxième publication, 27 février 1943]

Fieri Facias

Québec, à savoir: } **PAUL LECUYER,** journalier, de Black Lake, district d'Arthabaska; contre **GEORGES DORION,** tant personnellement que pour assister son épouse, et **DAME MARIE-ANNE BÉLAND,** tous deux de Villeroy, comté de Lotbinière; et **LOUIS MORIN et FERNAND MORIN,** tous deux avocats, de Saint-Joseph de Beauce, pratiquant ensemble en société de Morin & Morin, distrayants, savoir:

Le lot N° 15 (quinze) dans le 16ème rang de la Seigneurie de St-Jean Deschaillons, correspondant au lot N° 723-529 (sept cent vingt-trois-cinq cent vingt-neuf) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Jean Deschaillons, comté de Lotbinière, étant un lot de terre maintenant situé en la paroisse de Villeroy, contenant 85 arpents, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Villeroy, comté de Lotbinière, le DIX-

Northeast lines one hundred and twenty-three feet, and containing a total area of eleven thousand five hundred and sixty-two feet, English measure, more or less.

With a house and other buildings erected upon said lot, with, moreover, right of way in lot number fifty-one of the subdivision of said lot number forty-one on the official plan and in the book of reference for the Parish of St-Joachim de la Pointe-Claire."

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Montreal, February 9th, 1943.
L. P. CAISSE, Sheriff.
3076-7-2
[First publication, February 13th, 1943]

QUÉBEC

Fieri Facias

Recorder's Court

Québec, to wit: } **THE CITY OF QUÉBEC;**
No. 3967/31 } **against BLANCHE LE-**
FEBVRE, of our City of Québec, in our district of Québec, widow of Michel Fiset, presently of Lake Mégantic, judicial district of St-François, to wit:

Lot No. 1059 (one thousand and fifty-nine) of the official cadastre for the parish of St-Sauveur de Québec, being an emplacement situate on St. Vallier street, bounded on the north by St. Vallier street, on the south by Nos. 1076 and 1075, on the east by No. 1058 and on the west by No. 1060, measuring 44 feet and 4 inches on St. Vallier street, 43 feet and 8 inches on the line which divides it from Nos. 1076 and 1075, 68 feet on the line which divides it from No. 1058 and 67 feet and 7 inches on the line which divides it from No. 1060, containing an area of 3097 feet, English measure, equal to 2726 feet French measure — with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold, at my office, in the city of Québec, on the NINETEENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Québec, this 10th of February, 1943.
L. LAPIERRE, Sheriff.
3077-7-2
[First publication: February 13, 1943]
[Second publication, February 27, 1943]

Fieri Facias

Québec, to wit: } **PAUL LECUYER,** laborer, No. 44706 } **of Black Lake, district of Arthabaska; against GEORGES DORION,** both personally and to assist his wife, and **DAME MARIE ANNE BÉLAND,** both of Villeroy, county of Lotbinière; and **LOUIS MORIN and FERNAND MORIN,** both advocates, of Saint-Joseph de Beauce, practising together in partnership under the name of Morin & Morin, advocates distracting for costs, to wit:

Lot No. 15 (fifteen) in the 16th Range of the Seigneurie of St-Jean Deschaillons, corresponding to lot No. 723-529 (seven hundred and twenty-three-five hundred and twenty-nine) of the official cadastre for the parish of St-Jean Deschaillons, county of Lotbinière, being a lot of land now situate in the parish of Villeroy, containing 85 arpents — with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Villeroy, county of Lotbinière, on the EIGHT-

HUITIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif,
Québec, ce 10 février 1943.

[Première publication, 13 février 1943]
[Deuxième publication, 27 février 1943]

Le shérif,
L. LAPIERRE.
3078-7-2-o

EENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Quebec, this 10th of February, 1943. 3078-7-2

[First publication, February 13, 1943]
[Second publication, February 27, 1943]

L. LAPIERRE,
Sheriff.

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et De Terris
Cour Supérieure.

District de Rimouski. } HONORÉ THI-
N° 7314 } BAULT, cultiva-
teur, de la paroisse de Ste-Flavie, en sa qualité
de subrogé de la demanderesse "The Commercial
Acceptance Corporation Ltd.," Montreal; vs
PAUL THIBAUT & AL., Mont-Joli, savoir:

Comme appartenant à Paul Thibault:

Partie du lot N° deux cent vingt-deux au cadas-
tre officiel de la paroisse de Ste-Flavie, mesurant
environ 60 pieds de front sur 90 pieds de profon-
deur, mesure anglaise, borné au nord à l'immeuble
Landry Ltée à l'est à J.-B. Gaudreau, au sud à une
rue et à l'ouest au Chemin Matapédia, avec
bâtiments susconstruites, à charge de la rente
foncière, et sous réserve en faveur de Dame Au-
gustine Gasse, de Mont-Joli sa vie durant, de
l'usufruit du susdit immeuble aux conditions con-
tenues dans l'acte de vente de J.-Raoul Oscar
Asselin à Napoléon Thibault devant Jos. Dubé,
N.P., le 1er avril 1938, y compris la rente fon-
cière.

Pour être vendue à la porte de l'église du village
de Mont-Joli, le SEIZE MARS prochain, 1943,
à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Rimouski, 10 février 1943.
[Première publication 13 février 1943]

Le shérif,
CHS. D'ANJOU.
3082-7-2-o

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et De Terris
Superior Court

District of Rimouski. } HONORÉ THI-
No. 7314 } BAULT, farmer,
of the parish of Ste-Flavie, in his quality of
subrogate party to the plaintiff; "The Commer-
cial Acceptance Corporation Ltd. Montreal";
vs PAUL THIBAUT & AL, Mont-Joli, to wit:

As belonging to Paul Thibault:

Part of lot number two hundred and twenty-
two on the official cadastre for the Parish of Ste.
Flavie, measuring about 60 feet in front by 90
feet in depth, English measure, bounded on the
north by the immovable of "Landry Ltée", on
the east by J. B. Gaudreau, on the south by a
street and on the west by the Matapedia Road—
with buildings thereon erected, subject to pay-
ment of the ground rent, and under a reserve, in
favour of Dame Augustine Gasse, of Mont-Joli,
during her lifetime, of the usufruct of said immov-
able as per conditions contained in the deed of
sale of J. Raoul Oscar Asselin to Napoléon Thi-
bault, before Jos. Dubé, N.P., on the 1st of April,
1938, including the ground rent.

To be sold at the church door of the Village of
Mont-Joli, on the SIXTEENTH of MARCH
next, 1943, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Rimouski, February 10th, 1943.
[First publication February 13th, 1943]

CHS. D'ANJOU,
Sheriff.

TERREBONNE

Cour Supérieure

Canada, Province de Québec, District de Terrebonne. } H. C. STARKWEA-
N° 215135 } THER, gérant,
vs LES HÉRITIERS LÉGAUX DE FEU } Montréal, demandeur;
J.-EPHREM CHARBONNEAU, en son vivant, }
architecte, de la cité d'Outremont, district de }
Montréal, défendeurs.

Un lot de terre connu et désigné aux plan et
livre de renvoi officiel de la paroisse de St-Colom-
ban, étant le N° 54, contenant 3 arpents de large
par environ 34 arpents de long, moins un morceau
de terre appartenant à Frank Keyes, situé entre le
chemin de front et la Rivière du Nord, aussi un
morceau de terre situé le long de la montée et
vendu à Joseph Arthur Paiement et Joseph
Aldéric Paiement, d'après contrat de vente passé
devant le notaire Mulcair le 16ième jour de
juillet 1933, contenant ledit morceau de terre,
200 pieds de large par 200 de long.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-
Colomban, MARDI le SEIZE MARS 1943 à
DEUX heures de l'après-midi (heure avancée).

Bureau du Shérif, St-Jérôme, 8 février 1943.
[Première publication, 13 février 1943]

Le shérif,
ALB. FOURNELLE.
3079-7-2-o

TERREBONNE

Superior Court

Canada, Province of Quebec, District of Terrebonne. } H. C. STARKWEA-
No. 215135 } THER, mana-
demandant; vs THE LEGAL HEIRS OF THE } ger, of the city and
LATE J. EPHREM CHARBONNEAU, in his } district of Montreal,
lifetime, architect, of the City of Outremont, }
District of Montreal, defendant.

A lot of land known and designated upon the
official plan and book of reference of the parish of
St. Colomaban as being the number fifty-four (54)
containing three arpents wide by about thirty-
four arpents long, less a piece of land belonging to
Frank Keyes situated between the front road and
the North River; also less a piece of land along the
montee road sold to Joseph Arthur Paiement and
Joseph Alderic Paiement, according to a deed
of sale passed before Notary Mulcair, on the
16th day of July 1933 containing the said piece of
land two hundred feet wide by two hundred feet
long.

To be sold at the church door of St. Colomaban,
TUESDAY, the SIXTEENTH day of MARCH,
1943, at TWO o'clock in the afternoon (daylight
saving time).

Sheriff's Office,
St. Jerome, February the 8th, 1943. 3079-7-2-o
[First publication, February the 13th, 1943]

ALB. FOURNELLE,
Sheriff.

Arrêtés en Conseil

Orders in Council

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

—
Numéro 286

—
Number 286

—
Québec, le 4 février, 1943.

—
Quebec, February 4, 1943.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concernant l'abrogation des décrets relatifs à la convention collective des métiers de vérificateur et tonnelier— navigation océanique— du Hâvre de Montréal, ainsi qu'à la constitution et aux règlements du comité paritaire formé dans la suite.

Concerning the repeal of the decrees relating to the collective agreement of the checkers and coopers trades—ocean navigation—Harbour of Montreal, and of the constitution and by-laws of the Parity Committee formed thereunder.

Attendu que, en vertu de l'article 8 de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil peut, en tout temps, abroger un décret;

Whereas, pursuant to section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), the Lieutenant-Governor in Council may, at any time, repeal a decree;

Attendu que la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 2614, du 8 octobre 1942, relatif aux métiers de vérificateur et tonnelier—navigation océanique— du Hâvre de Montréal, a été dénoncée par les parties de première part;

Whereas the collective labour agreement rendered obligatory by decree number 2614, of October 8, 1942, relating to the checkers and coopers trades— ocean navigation—of the Harbour of Montreal, has been denounced by the parties of the first part;

Attendu que, à la suite de la dénonciation de ladite convention par les parties de première part et de la non-opposition des parties de seconde part, il est devenu nécessaire de recommander l'abrogation dudit décret;

Whereas, as a result of the notice of termination of the said agreement by the parties of the first part and of the non-opposition of the parties of the second part, it has become necessary to recommend the repeal of the said decree;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail, et en vertu de l'article 8 de la Loi de la convention collective:—

It is consequently ordained, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour, and pursuant to section 8 of the Collective Agreement Act:

1.—Que le décret numéro 2614, du 8 octobre 1942, relatif aux métiers de vérificateur et tonnelier—navigation océanique— du Hâvre de Montréal, soit abrogé.

1.—That the decree number 2614, of October 8, 1942, relating to the checkers and coopers trades—ocean navigation—of the Harbour of Montreal, be repealed.

2.—Que l'arrêté en Conseil numéro 2988, du 5 novembre 1942, ayant approuvé la constitution et les règlements du comité paritaire des vérificateurs et tonneliers du Hâvre de Montréal, chargé de la mise en vigueur dudit décret, soit aussi abrogé.

2.—That Order in Council number 2988, of November 5, 1942, having approved the constitution and by-laws of the Joint Shipping and Checkers and Coopers Committee, Harbour of Montreal, entrusted with the administration of the said decree, be also repealed.

3084-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

3084-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

—
Numéro 299

—
Number 299

—
Québec, le 5 février, 1943.

—
Quebec, February 5, 1943.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concernant certaines modifications à apporter au décret numéro 3519, du 24 septembre 1940 et amendements, relatif à l'industrie de la robe dans la province de Québec.

Concerning modifications made in the decree number 3519, of September 24, 1940, and amendments, relating to the dress industry in the Province of Quebec.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), la Commission conjointe de l'industrie de la robe de la province de Québec a présenté une requête à l'honorable Ministre du Travail, à l'effet d'apporter des modifications au décret numéro 3519, du 24 septembre 1940 et amendements, relatif à l'industrie de la robe dans la province de Québec;

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), the Joint Commission for the Dress Industry of the Province of Quebec has presented a request to the Honourable Minister of Labour to modify the decree number 3519, of September 24, 1940, and amendments, relating to the dress industry in the Province of Quebec;

Attendu que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 21 novembre 1942;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail, que ledit décret numéro 3519 soit modifié de la façon suivante:

1. L'Article VII est radié et remplacé par le suivant:

"VII.—*Travail supplémentaire*.—Un maximum de huit (8) heures de travail supplémentaire est permis chaque semaine, durant les quatre premiers jours de ladite semaine, c'est-à-dire les lundi, mardi, mercredi et jeudi. Ce travail est rémunéré à raison de salaire et demi. Le travail supplémentaire ne doit pas excéder deux (2) heures par jour; aucun employeur ne peut obliger un salarié à exécuter plus que ce nombre d'heures de travail supplémentaire en une même journée, lorsque tel travail est permis. Dans les établissements où la durée hebdomadaire du travail est de quarante-huit (48) heures ainsi que dans ceux où ladite durée hebdomadaire du travail est de quarante-quatre (44) heures réparties en cinq (5) jours, aucun travail ne doit être exécuté après 8.00 p.m.; dans les établissements où la durée hebdomadaire du travail est de quarante-quatre (44) heures réparties en cinq jours et demi (5½), aucun travail ne doit être exécuté après 7.00 p.m. Le salarié ne peut refuser d'exécuter du travail supplémentaire tel que ci-haut décrit, lorsqu'il est requis de le faire. Durant la période du 1er avril au 15 juin, les employeurs ont le droit de déduire de la période de travail supplémentaire des ouvriers travaillant à la pièce, tout le temps perdu par ces ouvriers à la suite de retards ou d'absences volontaires.

Là où la semaine de quarante-quatre (44) heures est en vigueur, les quatre (4) premières heures de travail supplémentaire sont payées au taux régulier; cependant, tout travail exécuté après 6.00 p. m. doit être rémunéré à raison de salaire et demi."

2. L'article VIII-A suivant est ajouté:

"VIII-A.—*Indemnité de vie chère*.—1. Tous les employeurs assujettis au présent décret doivent payer à leurs salariés autres que ceux d'un rang plus élevé que celui de contremaître ou quelque rang comparable, une indemnité de vie chère du temps de guerre basée sur le relèvement du chiffre indice du coût de la vie de janvier 1943 au-dessus du chiffre indice du 1er octobre 1941, cet indice étant calculé pour tout le Dominion par le Bureau Fédéral de la Statistique;

2. L'indemnité de vie chère doit être versée pour chaque période de paye, lors de la remise du salaire pour cette période.

3. Le chiffre de l'indemnité est variable et sera modifié conformément aux ordonnances générales émises par le Conseil national du travail en temps de guerre, le ou avant le 15ième jour des mois de février, mai, août et novembre de chaque année, selon les fluctuations dans l'indice du coût de la vie, de la façon suivante:

Pour chaque augmentation d'un point dans le chiffre de l'indice, l'indemnité ou augmentation de l'indemnité selon le cas, et pour chaque diminution d'un point dans le chiffre de l'indice, la réduction de l'indemnité est de:

a)—vingt-cinq cents par semaine pour tout salarié adulte du sexe masculin et pour tous les autres salariés touchant un salaire hebdomadaire de vingt-cinq dollars ou plus, et

Whereas the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* on November 21, 1942;

Whereas no objection against its approval has been set forth;

It is consequently ordained, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labor, that the said decree number 3519 be modified in the following manner:

1. Section VII is stricken off and replaced by the following:

"VII.—*Overtime*.—A total of eight (8) hours of overtime shall be permitted in each work week during the first four (4) days thereof, to wit, Monday, Tuesday, Wednesday & Thursday. Overtime shall be paid at the rate of time and one half. Overtime shall be limited to two (2) hours in any one (1) working day and no employer shall cause any of his employees to work more than two (2) hours overtime in any working day, when overtime is permitted. In no event shall work be permitted after 8.00 p.m. in shops working 48 hours per week and in shops working 44 hours per week of 5 days, not after 7.00 p.m., in shops working 44 hours per week of 5½ days. When required to do so, the employee cannot refuse, of his own accord, to perform overtime work as hereinabove referred to. During the months from April 1st to June 15th, employers shall have the right to deduct from overtime of piece-workers all time lost through lateness in coming to work or absence from work, of their own volition.

In shops where the 44 hours week's work is in force, the first four (4) overtime hours shall be paid for at regular rates, but all work after 6.00 p.m., must be paid for at the rate of time and a half."

2. The following section VIII-A is added:

"VIII-A.—*Cost of living bonus*.—1. All employers governed by the present decree shall pay to their employees, other than those occupying position above the rank of foreman or comparable ranks, a wartime cost of living bonus equivalent to the difference between the federal index of the cost of living, on the 1st of January, 1943, and the index of October 1st, 1941, as established for the Dominion as a whole by the Federal Bureau of Statistics;

2. The cost of living bonus shall be payable for each payroll period, at the same time as wages are paid for such period.

3. The amount of the said bonus is variable and shall be modified pursuant to general orders enacted by the National War Labour Board, on or before the 15th day of the months of February, May, August, and November of each year, according to the changes in the cost of living index, in the following manner:

For each rise or fall of one point in the index, the increase or the decrease of the bonus shall be:

a)—twenty-five cents per week for all adult male employees and for all other employees employed at weekly wage rates of \$25. or more, and

b)—un pour cent du salaire hebdomadaire pour tous les salariés du sexe masculin âgés de moins de vingt et un ans touchant un salaire hebdomadaire inférieur à vingt-cinq dollars et pour toutes les salariées touchant un salaire hebdomadaire inférieur à vingt-cinq dollars;

c)—le montant de l'indemnité ne doit être modifié que si l'indice du coût de la vie a varié d'un point entier ou davantage depuis la dernière ordonnance générale du Conseil national du travail en temps de guerre exigeant l'augmentation ou la diminution du montant de telle indemnité.

4. L'indemnité n'est versée que pour le travail rémunéré selon le salaire de base, à l'exclusion des heures supplémentaires et le salaire de base est celui en vigueur le 15 novembre 1941. Nul employeur ne doit payer à un salarié une indemnité de vie chère pour le travail accompli ou la rémunération gagnée durant le surtemps.

5. Lorsque, durant une semaine, un salarié fournit une période de travail inférieure au nombre normal des heures ouvrables de cette semaine, surtemps non compris, l'indemnité de vie chère à payer à ce salarié doit être cette portion de l'indemnité de vie chère payable pour la semaine entière qui aura été établie suivant la proportion que représente le nombre des heures de travail réellement fournies par le salarié par rapport au nombre normal d'heures ouvrables de la semaine."

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

3085-o

b)—one per cent of the basic weekly wage rates for male employees under 21 years of age employed at weekly wage rates of less than \$25. and for female employees employed at weekly wage rates of less than \$25.;

c)—The amount of the bonus shall not be changed unless the cost of living index number has changed one whole point or more since the last general order of the National War Labour board requiring an increase or decrease in the amount thereof.

4. The bonus shall be payable only with respect to employment at basic wage rates, not including overtime, and the basic wage rate shall be that paid on November 15th, 1941. No employer shall pay a cost of living bonus to an employee in respect of work performed or wages earned during overtime.

5. Where an employee works less than the normal number of working hours in a week, not including overtime, the cost of living bonus to be paid to him in respect of such week shall be that proportion of the cost of living bonus payable with respect to the whole of such week which the number of hours he actually worked is to the normal number of working hours in the week."

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

3085-o

Département du Travail

Department of Labour

CORRECTION

CORRECTION

L'avis de prélèvement concernant le Comité paritaire de l'industrie de la boîte de carton gaufré de Québec, publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 30 janvier 1943, à la page 382, est corrigé de la façon suivante:

Les mots "établi en exécution du décret numéro 2780, du 23 décembre 1938 et amendements" doivent se lire "établi en exécution du décret numéro 561, du 11 mars 1942 et amendements".

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 13 février 1943. 3083-o

The notice of levy concerning the Parity Committee of the Corrugated Paper Box Industry of Quebec, published in the *Quebec Official Gazette* on January 30, 1943, page 382, is corrected in the following manner:

The words "formed under decree No. 2780, of December 23, 1938 and amendments" are replaced by the following "formed under decree No. 561, of March 11, 1942, and amendments".

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 13, 1943. 3083-o

Nominations

Appointments

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de nommer les personnes suivantes, toutes et chacune membres du Barreau de la Province, Conseils en loi du Roi, à savoir:

Québec, 17 décembre 1942.

MM. Ariste Brossard, John P. Callaghan, Robert Dufresne, Myer Gameroff, Michael Garber, Maurice Hartt, Joseph Helal, William Campbell James Meredith, John Angus Ogilvy et Jacques Sénécal, tous dix de Montréal, Jean Chaloult, Mark Drouin, Laval Fortier, Jean-Paul Lessard et Léon Rouillard, de Québec, Roland Fradette, de Chicoutimi, et Gérard Simard, de Rimouski. (Le présent avis annule et remplace l'avis publié

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to appoint the following parties, each and every one of them a member of the Bar of the Province of Quebec, King's Counsels, to wit:

Quebec, December 17th, 1942.

Messrs. Ariste Brossard, John P. Callaghan, Robert Dufresne, Myer Gameroff, Michael Garber, Maurice Hartt, Joseph Helal, William Campbell James Meredith, John Angus Ogilvy and Jacques Sénécal, all ten of Montreal, Jean Chaloult, Mark Drouin, Laval Fortier, Jean-Paul Lessard and Léon Rouillard, of Quebec, Roland Fradette, of Chicoutimi, and Gérard Simard, of Rimouski. (The present notice annuls and re-

dans le numéro précédent de la *Gazette officielle de Québec*, en date du 6 février 1943, pages 416 et 417.)

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 13 janvier 1943.

M. Emerie Joncas, colon, de Val d'Espoir: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement avec juridiction étendue au district judiciaire de Bonaventure.

Québec, 23 janvier 1943.

M. A.-M.-Aimé Brodeur, commis de bureau, 2112, rue Aylwin, Montréal: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. S.-J. Flynn, député-protonotaire: juge de paix du district de Gaspé, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires, (S.R.Q., 1941, chapitre 15), avec juridiction restreinte à la réception des plaintes, à l'émission des mandats d'arrestation et de recherches, de brefs de sommation, de subpœnas, de mandats de dépôts, à la considération des demandes pour mise en liberté provisoire, à la réception des cautionnements et à l'ajournement des causes.

Québec, 27 janvier 1943.

M. Wilfrid Beaulac: directeur du bureau de Québec du Service d'inspection du travail, à compter du 1er février 1943.

Québec, 3 février 1943.

M. Jean Hudon, d'Yamaska: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement avec juridiction étendue au district judiciaire de Québec.

M. Joseph Hébert, gérant de la Laiterie Perfection: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Colonel Guy Mansfield Todd, maire suppléant, Senneville: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

MM. Ménard Vallières, Albert Joly et Fabien Nault, cultivateurs, de Montcerf, P.Q.: juges de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Hull, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Auguste Miller, marchand, de Pointe-aux-Outardes, Saguenay: adjoint à la Commission de la paix pour le district de Saguenay.

MM. Albert Tardif, journalier, Rossire Dubé, journalier, et Joseph-E. Côté, cultivateur: commissaires pour tenir, avec MM. Ludger Bouchard et Joseph Castonguay, nommés respectivement par les arrêtés ministériels numéro 3045 du 12 novembre 1942 et numéro 4305 du 13 décembre 1940, la Cour des commissaires de St-Mathias-de-Cabano, comté de Témiscouata.

Québec, 12 février 1943.

MM. Augustin Chénier et Albert Filteau: nommés pour agir conjointement, sous le nom de

places the notice published in the preceding number of the *Quebec Official Gazette*, dated the 6th of February, 1943, pages 416 and 417.)

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, January 13th, 1943.

Mr. Emerie Joncas, settler, of Val d'Espoir: to be Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only with jurisdiction extending over the judicial district of Bonaventure.

Quebec, January 23rd, 1943.

Mr. A. M. Aimé Brodeur, office clerk, 2112 Aylwin street, Montreal: to be Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Montreal, pursuant to the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Mr. S. J. Flynn, deputy-prothonotary: to be Justice of the Peace for the district of Gaspé, pursuant to the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15), with jurisdiction restricted to the swearing of complaints, the issue of arrest and search warrants, writs of summons, subpœnas, warrants of custody, the consideration of requests for provisional liberty, the receiving of sureties and the adjournment of cases.

Quebec, January 27th, 1943.

Mr. Wilfrid Beaulac: to be Director of the Quebec Office of the Labour Inspection Service, from and after February 1st, 1943.

Quebec, February 3rd, 1943.

Mr. Jean Hudon, of Yamaska: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction extending over the judicial district of Quebec.

Mr. Joseph Hébert, manager of "la Laiterie Perfection": to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Montreal, pursuant to the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Colonel Guy Mansfield Todd, acting mayor, Senneville: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Montreal, pursuant to the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Messrs. Ménard Vallières, Albert Joly and Fabien Nault, farmers, of Montcerf, P.Q.: to be Justices of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Hull, pursuant to the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Mr. Auguste Miller, merchant, of Pointe-aux-Outardes, Saguenay: to be a Peace Commissioner for the District of Saguenay.

Messrs. Albert Tardif, labourer, Rosaire Dubé, labourer, and Joseph-E. Côté, farmer: to be Commissioners for the holding with Messrs. Ludger Bouchard and Joseph Castonguay, respectively appointed by Orders in Council number 3045, of November 12th, 1942, and number 4305, of December 13th, 1940, of the Commissioners' Court of St. Mathias-de-Cabano, County of Temiscouata.

Quebec, February 12th, 1943.

Messrs. Augustin Chénier and Albert Filteau: appointed to act jointly, under the name of Ché-

Chénier & Filteau, en qualité de protonotaire de la Cour supérieure, greffier de la Cour de circuit, greffier de la Cour de magistrat, greffier de la Couronne et greffier de la paix du district de Témiscamingue.

M. Marcel Létourneau, de Rouyn: protonotaire de la Cour supérieure, greffier de la Cour de circuit, greffier de la Cour de magistrat, greffier de la Couronne et greffier de la paix du district de Rouyn-Noranda.

M. Joseph-H. Bellehumeur, de Rouyn: shérif du district de Rouyn-Noranda et officier spécial chargé de la confection et de la revision de la liste des jurés du district de Rouyn-Noranda.
3086-0

nier & Filteau, as Prothonotary of the Superior Court, Clerk of the Circuit Court, Clerk of the Magistrate's Court, Clerk of the Crown and Clerk of the Peace for the district of Témiscamingue.

Mr. Marcel Létourneau, of Rouyn: to be Prothonotary of the Superior Court, Clerk of the Circuit Court, Clerk of the Magistrate's Court, Clerk of the Crown and Clerk of the Peace for the district of Rouyn-Noranda.

Mr. Joseph H. Bellehumeur, of Rouyn: to be Sheriff of the district of Rouyn-Noranda and special officer charged with the compiling and revising of the list of juries for the district of Rouyn-Noranda.
3086

Index de la Gazette officielle de Québec, No 7

Index of the Quebec Official Gazette, No. 7

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Lavoie vs Gagnon 442

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

286—Métiers de vérificateur et tonnelier—navigation océanique—du havre de Montréal 453
299—Industrie de la robe dans la province de Québec 453

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

435

AVIS DIVERS:

Black Lake, ville de 443
C. A. Dunham Company, Limited 442
Syndicat National Catholique de la Métallurgie 443
Topp Wear Garment Manufacturing Co. Limited 443

BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:

Bills privés 443

COMPAGNIE DISSOUE:

La Compagnie de Construction Lafontaine 444

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

L'Union Économique d'Habitations 441
Municipalité scolaire de la paroisse St-Maurice de Bois-Filion 441
Saint-Jérôme, village de 441
Succession Dame Margaret Orr 441

DÉPARTEMENTS — Avis des:

AGRICULTURE:

Cercle agricole de la paroisse de St-Antoine-Daniel 444
Cercle agricole de la paroisse de St-Ulric de la Rivière-Blanche 444

INSTRUCTION PUBLIQUE:

St-Romuald d'Etchemin, munic. scolaire. 444

TRAVAIL:

Industrie de la boîte de carton gaufré de Québec (Correction) 455

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Lavoie vs Gagnon 442

ORDERS IN COUNCIL:

286—Checkers and coopers trades—ocean navigation—Harbour of Montreal 453
299—Dress industry in the Province of Québec 453

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

435

MISCELLANEOUS NOTICES:

Black Lake, town of 443
C. A. Dunham Company, Limited 442
Syndicat National Catholique de la Métallurgie 443
Topp Wear Garment Manufacturing Co. Limited 443

BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:

Private Bills 443

COMPANY DISSOLVED:

La Compagnie de Construction Lafontaine 444

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

L'Union Économique d'Habitations 441
School Municipality of the parish of St-Maurice de Bois-Filion 441
Saint-Jérôme, village of 441
Estate of Dame Margaret Orr 441

DEPARTMENTAL NOTICES:

AGRICULTURE:

Cercle agricole de la paroisse de St-Antoine-Daniel 444
Cercle agricole de la paroisse de St-Ulric de la Rivière-Blanche 444

EDUCATION:

St-Romuald d'Etchemin, school munic.. 444

LABOUR:

Corrugated paper box industry of Québec (Correction) 455

ERRATUM:		ERRATUM:	
Beauce, munic. du comté.....	445	Beauce, munic. of the county.....	445
LETTRES PATENTES:		LETTERS PATENT:	
Debbage & Hewitson Inc.....	436	Debbage & Hewitson Inc.....	436
J. Albert Tremblay Ltée—J.-Albert Tremblay Ltd.....	437	J. Albert Tremblay Ltd.—J. Albert Tremblay Ltée.....	437
Keating Forging and Foundry Limited... ..	437	Keating Forging and Foundry Limited... ..	437
L'Association Sportive de Beauport.....	438	L'Association Sportive de Beauport.....	438
LETTRES PATENTES PAR PROCLAMATION:		LETTERS PATENT BY PROCLAMATION:	
Bousquet, village minier de.....	439	Bousquet, mining village of.....	439
LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:		SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:	
Mayor Import Corp.....	439	Mayor Import Corp.....	439
R. Pinel Limitée.....	439	R. Pinel Limitée.....	439
MINUTES DE NOTAIRES:		NOTARIAL MINUTES:	
Côté, Georges.....	445	Côté, Georges.....	445
NOMINATIONS:		APPOINTMENTS:	
Diverses.....	455	Miscellaneous.....	455
PROCLAMATION:		PROCLAMATION:	
Convocation de la Législature pour l'expédition des affaires.....	445	Convocation of the Legislature for the dispatch of the business.....	445
VENTE, LOI DE FAILLITE:		SALE, BANKRUPTCY ACT:	
Dubé, Louis-Philippe.....	446	Dubé, Louis-Philippe.....	446
VENTES POUR TAXES:		SALES FOR TAXES:	
Grande-Baie, municipalité de.....	448	Grande-Baie, municipality of.....	448
St-Alexis de la Grande-Baie, village de... ..	447	St-Alexis de la Grande-Baie, village of... ..	447
VENTES PAR LES SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALES:	
<i>Hull:</i>		<i>Hull:</i>	
Cliche vs Morin.....	448	Cliche vs Morin.....	448
<i>Montréal:</i>		<i>Montreal:</i>	
Dugas vs Paquette.....	449	Dugas vs Paquette.....	449
Legault vs Héritiers F. D. Gill.....	450	Legault vs Heirs of F. D. Gill.....	450
Montreal Trust Company vs Williams... ..	450	Montreal Trust Company vs Williams... ..	450
Petit vs Montestruc.....	449	Petit vs Montestruc.....	449
<i>Québec:</i>		<i>Quebec:</i>	
Cité de Québec vs Lefebvre.....	451	City of Quebec vs Lefebvre.....	451
Lecuyer vs Dorion <i>et al.</i>	451	Lecuyer vs Dorion <i>et al.</i>	451
<i>Rimouski:</i>		<i>Rimouski:</i>	
Thibault vs Thibault <i>et al.</i>	452	Thibault vs Thibault <i>et al.</i>	452
<i>Terrebonne:</i>		<i>Terrebonne:</i>	
Starkweather vs Héritiers J.-E. Charbonneau.....	452	Starkweather vs Heirs of J.-E. Charbonneau.....	452
3087-o		3087-o	